

## Questions orales

• (1150)

## LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

## LE MAINTIEN DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Monsieur le Président, le ministre des Communications a dit au sujet de Radio-Canada:

Il y a peut-être des services que le secteur privé pourrait fournir et qui reviendraient moins cher à l'État que d'être propriétaire de stations et d'émetteurs.

Je vais poser ma question au premier ministre suppléant. Est-il d'accord avec cette approche adoptée par le ministre des Communications pour la privatisation de Radio-Canada? Est-ce là le genre de cadeau qu'il faut offrir à Radio-Canada à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation)):** Monsieur le Président, permettez-moi de faire le point sur cette hypothèse lancée au sujet de l'avenir de Radio-Canada. Tout d'abord, j'ai bien précisé que nous examinons le cas de trois sociétés: Petro-Canada, Radio Chemical et Air Canada.

Dans sa déclaration, le ministre des Communications donnait des exemples de certaines choses qu'on pourrait envisager pour aider Radio-Canada à s'acquitter de sa mission. C'est ainsi par exemple que la réalisation de certains services dans le secteur privé serait peut-être plus conforme à l'intérêt public et à celui des Canadiens.

## L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Monsieur le Président, après avoir sabré sauvagement 85 millions à Radio-Canada...

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Finestone:** Monsieur le Président, si vous me le permettez, en janvier 1985 le premier ministre a fait la déclaration suivante:

Il y a des gens qui veulent acheter Radio-Canada. Radio-Canada n'est pas à vendre.

Ce n'est pas notre affaire si la ministre d'État à la Privatisation tient à avoir un job et se cherche des choses à faire. Le problème, c'est ce qui se passe à Radio-Canada.

Est-ce que le premier ministre suppléant va respecter la promesse du premier ministre et stopper cet élan vers la privatisation de Radio-Canada, ou si nous allons voir disparaître une autre société d'État pour que la ministre d'État à la privatisation reste en activité?

**M. Beatty:** Les libéraux veulent privatiser John Turner.

**Mme McDougall:** Ce n'est pas mon rayon.

**M. Gauthier:** Le petit génie vient encore de parler.

**M. le Président:** Peut-être la ministre pourrait-elle répondre à la question sans l'aide de personne.

**M. Beatty:** Ils ne m'en posent pas, à moi, de questions.

**M. Axworthy:** C'est parce que vous n'avez pas de réponses à offrir.

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation)):** Monsieur le Président, je n'accuserai pas mon collègue d'en face de fendre les cheveux en quatre. Mais je pense que ce que le ministre des Communications a dit était très clair. Il n'est pas question de privatiser Radio-Canada. Cela a été dit presque sous forme de question quand à la façon dont Radio-Canada pourrait mieux servir la population canadienne.

**Mme Finestone:** En d'autres termes, ce que dit M. Mulroney ne compte pas.

\* \* \*

[Français]

## L'ADMINISTRATION

## ON DEMANDE POURQUOI LES CANADIENS ACCORDERAIENT LEUR CONFIANCE À L'ANCIEN MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

**M. Robert Toupin (Terrebonne):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Je veux retourner à la question de la mauvaise administration qui est survenue au niveau du ministère de l'Expansion industrielle régionale.

Le vice-premier ministre peut-il dire à la Chambre pourquoi, cette fois, les Canadiens pourraient accorder leur confiance à l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale qui est maintenant titulaire du ministère des Approvisionnement et Services?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, deux rapports déposés à la Chambre peuvent être examinés. J'espère que le député les lira. Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a signalé les remèdes qui ont été apportés. Lui-même ou ses fonctionnaires sont à la disposition du député pour lui donner des explications complètes au sujet de ce rapport. Le député pourra peut-être alors revenir à la Chambre et poser des questions intelligentes.

**Des voix:** Honte!

[Français]

## ON DEMANDE POURQUOI LES CANADIENS POURRAIENT AVOIR CONFIANCE DANS LE NOUVEAU MINISTRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

**M. Robert Toupin (Terrebonne):** Monsieur le Président, il y a eu mauvaise administration. Les Canadiens veulent savoir s'ils peuvent avoir confiance. Est-ce que le vice-premier ministre peut répondre spécifiquement à la question et nous dire pourquoi et comment les Canadiens peuvent avoir confiance dans le nouveau ministre des Approvisionnement et Services?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, je rappelle au député que c'est l'actuel ministre des Approvisionnement et Services qui a ordonné ces études pour s'assurer qu'il irait au fond de l'affaire.